

# **Naufrage du Sewol : 1 an après, l'État sud-coréen cherche toujours à étouffer la vérité**

***Communiqué du NPA du 16 avril 2015***



Le 16 avril 2014, le ferry Sewol faisait naufrage au large de la Corée du Sud, causant la mort de plus de 300 passagers dont 250 lycéen-ne-s d'une périphérie industrielle de Séoul. Le capitaine a été condamné à 36 ans de réclusion, les autres membres survivants de l'équipage ont écopé de peines allant de 5 à 30 ans de prison. Loin de rendre justice aux victimes, ces sanctions individuelles ne sauraient faire oublier que la responsabilité première de ce massacre revient à l'État sud-coréen et à la compagnie exploitant le navire !

Au nom des profits, les autorités publiques et privées font preuve, main dans la main, d'un mépris criminel pour la sécurité collective. D'un côté, le détricotage continu de la réglementation, les inspections superficielles, la privatisation des services de secours... De l'autre, l'exploitation de bateaux mal entretenus, l'embarquement à la va-vite de cargaisons surchargées, le recours à du personnel précaire et mal formé... Entre les deux, des liens de connivence et de corruption qui ne sont pas l'apanage du régime de Park Geun-Hye. Ce sont bien les représentants zélés du capitalisme qui induisent ces logiques juteuses pour eux-mêmes mais meurtrières pour la majorité innocente !

Depuis un an, les familles des victimes ne cessent de réclamer que toute la lumière soit faite sur cette affaire, en exigeant notamment la mise en place d'une commission d'enquête indépendante du gouvernement. Alors que le Parlement avait validé le principe d'une telle commission, quoique dans une version déjà « édulcorée », un décret proposé fin mars a achevé de la vider complètement de sa substance : diminution des moyens légaux de la commission, réduction des postes, participation de fonctionnaires juges et parties...

En réaction à cette énième manœuvre politique, les familles et leurs soutiens se mobilisent pour faire annuler le décret. Le régime tente par tous les moyens d'étouffer la contestation : il essaie d'acheter le silence des familles avec des indemnités, utilise les médias à sa solde pour discréditer leur lutte, et va même jusqu'à arrêter des manifestant-e-s !

Le NPA apporte son soutien à cette mobilisation pour que l'État et l'exploitant du Sewol soient enfin mis face à toutes leurs responsabilités. Plusieurs rassemblements de commémoration et de protestation auront lieu cette semaine dans plusieurs villes dans le monde.

**A Paris, elle aura lieu ce samedi 18 avril à 18h sur le Parvis des droits de l'homme (métro Trocadéro).**

Montreuil, le 16 avril 2015